

tarif qui a provoqué l'établissement du tarif McKinley a enrichi les manufacturiers pendant qu'elle ruinait les cultivateurs du Canada.

Le gouvernement a continué sciemment et volontairement sa politique injuste et vexatoire pour une seule raison : parcequ'il était pieds et poings liés entre les mains des manufacturiers.

Voici une appréciation du tarif McKinley faite par l'hon. M. Wood, contrôleur du revenu de l'Intérieur, qui nous donne une idée de ce que les cultivateurs peuvent attendre du parti actuellement au pouvoir :

"Le tarif McKinley, dit-il, rédigé par nos voisins, dans un esprit peu amical, a été cependant ce que les Etats-Unis aient jamais fait de plus profitable au Canada."—Voir *Hansard* 1894, p. 366.

Est-il possible d'émettre une idée plus ridicule ?

Avec cet engouement chez nos ministres pour la protection à outrance, le cultivateur canadien peut-il espérer que le parti conservateur fasse la moindre démarche dans le sens d'une réciprocité efficace entre les deux pays ?—Le tarif McKinley d'après eux, est ce qui a été fait de mieux pour le pays !—Le parti libéral seul lutte contre cette protection injuste.—Au cultivateur de choisir !—Les conservateurs prétendent que nous avons renoncé à notre politique de réciprocité avec les Etats-Unis : rien de plus faux. La conclusion d'un traité de réciprocité est encore un des articles de notre programme. Sans doute, la conduite tenue par nos ministres, en 1892, a indisposé les Américains contre le Canada ; mais il n'y a aucun doute que la confiance de nos voisins reviendrait si le parti libéral arrivait au pouvoir et que nous pourrions faire avec eux un traité de réciprocité très avantageux pour la classe agricole du Canada.

N. B.—Nous ne pouvons traiter cette question de réciprocité sans attirer l'attention de nos lecteurs sur un fait d'une grande importance.

Nous avons dit que le gouvernement du Canada en appelait au peuple parce qu'il avait à considérer une proposition qui lui était faite par le gouvernement américain d'établir un traité de réciprocité entre les deux pays. C'était un mensonge officiel, et Sir Charles Tupper a été obligé de retracter cet avancé et d'admettre que c'était un mensonge avant que le gouvernement américain ne consentit à entamer aucune négociations avec les ministres canadiens. On comprend que cette mauvaise foi montrée par le gouvernement n'était pas de nature à lui attirer la confiance de nos voisins et à faciliter les négociations qu'ils voulaient leur proposer.

Les propositions n'ont pas été faites de bonne foi. Elles n'ont été faites que pour tromper l'électorat. C'est une des fraudes les plus audacieuses qui aient jamais été commises par un gouvernement.

...tait pas acceptable p  
...laine, pour prouver q  
...ous, sur des bases raiso  
...furent informés que  
...renouveler le traité d  
...écité commercial qui  
...ardait d'une importan  
...prise dans les célèbr  
...rocité qui pourrait é  
...s canadiens déclarer  
...de (du gouvernemen  
...franchise, par le trait  
...déclarèrent avec regr  
...es du gouvernemen  
...urent rompues, et l'o  
...Réciprocité.  
...té cette liste d'article  
...pas refusé l'offre d  
...ompris que les article  
...à meilleur marché qu  
...de pétrole, les instr  
...il aurait doublemen  
...foule de produits d  
...ux, le foin, l'orge, le  
...dont nous venons d  
...prodigieusement e  
...par cent piastres qu  
...droits disons sur le  
...agricoles, l'huile d  
...olligé d'acheter.  
...ation dans ses reve  
...t améliorée et nou  
...x Etats-Unis.  
...té qui, de l'avenu de  
...Canada ?  
...nt les esclaves. Les  
...conservateur et qu  
...Canada.  
...que cette guerre de